

L'intégration en France à la lumière de deux rapports récents du Haut Conseil à l'intégration

Catherine Wihtol de Wenden



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/559>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.559

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2011

Pagination : 18-23

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Catherine Wihtol de Wenden, « L'intégration en France à la lumière de deux rapports récents du Haut Conseil à l'intégration », *Hommes & migrations* [En ligne], 1294 | 2011, mis en ligne le 31 décembre 2013, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/559> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.559>

Tous droits réservés

L'intégration en France

à la lumière de deux rapports récents du Haut Conseil à l'intégration

Par Catherine Wihtol de Wenden,
directrice de recherche, CNRS (CERI, Sciences-Po)



© Ohannes Saskal

On ne peut faire l'économie d'une histoire des politiques d'intégration. Le thème est né dans le contexte du regroupement familial dans les années soixante-dix. Face à l'urgence de l'accueil, les politiques publiques, qui n'avaient pas prévu une installation durable des immigrés, ont été prises de court. Autre décalage dans l'analyse, la défense de la laïcité tend, depuis deux décennies, à masquer les autres valeurs menacées de la République, comme l'égalité, ce dont les immigrés et leurs descendants sont parmi les premières victimes.

La France a un long passé de politique d'intégration puisqu'elle a accueilli des immigrés près d'un siècle avant ses voisins européens. La politique d'intégration a d'abord été définie en termes d'assimilation pendant l'entre-deux-guerres et les Trente Glorieuses (1945-1975). Ce n'est qu'au moment de la suspension des flux de main-d'œuvre étrangère salariée, en juillet 1974, qu'est lancée la politique d'intégration par le nouveau secrétaire d'État à l'immigration, Paul Dijoud, nommé par le nouveau président de la République Valéry Giscard d'Estaing.

Le terme "intégration" n'est pas nouveau, puisqu'il avait été employé dans l'Algérie coloniale par Jacques Soustelle pour signifier l'incorporation des indigènes dans la France républicaine durant les années cinquante et soixante, il signifie néanmoins en 1974 qu'une nouvelle conception du vivre ensemble est introduite, qui ne requiert plus l'abandon de toutes les caractéristiques culturelles et linguistiques au moment de l'entrée ou de l'installation en France. Cette intégration est ambiguë, puisqu'elle suppose, certes, une adoption moins exclusive du mode de vie français, mais un regard tourné vers le pays d'origine, à un moment où la politique de retour est très en vogue et où les programmes linguistiques et de promotion des identités culturelles sont menés pour préserver les liens des migrants avec leur pays où l'on pense qu'ils vont retourner. C'est d'ailleurs dans cet esprit que sont lancés les programmes de langues et cultures d'origine et les thèmes de l'interculturalité.

Enfin, il faut souligner que peu de choses avaient été faites auparavant et que l'essentiel de la politique d'intégration avait consisté en une politique d'accueil dans l'urgence des travailleurs manuels que l'on pensait temporaires : la politique d'accueil (juridique et social), de logement (collectif en foyers pour travailleurs étrangers et à travers la résorption des bidonvilles durant les années soixante-dix vers l'habitat social) et d'alphabétisation. Enfin, les effets pervers de la fermeture des frontières se sont rapidement fait sentir, car cela a accéléré le mouvement de regroupement familial amorcé auparavant, amenant femmes et enfants sur le territoire français quand les migrants ont craint de ne plus pouvoir faire des allers-retours avec leur pays d'origine comme ils le faisaient jusqu'alors. Beaucoup de ces migrants étaient très peu scolarisés ou n'étaient jamais passés par l'école, avec des familles nombreuses, et le phénomène des "deuxièmes générations" a commencé à se poser à la fin des années soixante-dix, quand les premières émeutes de la banlieue lyonnaise ont mis à l'ordre du jour le bilan de l'intégration. Des bilans, il y en eut beaucoup, car la frénésie législative s'est emparée au début des années quatre-vingt de la question migratoire pour légiférer non seulement sur l'entrée et le séjour des étrangers (ce qui hypothèque souvent les conditions de l'intégration), mais aussi sur le droit de la nationalité, la lutte contre les discriminations,

la politique de la ville et la laïcité. Enfin l'Europe a ajouté une pierre supplémentaire à l'examen des politiques d'intégration bien qu'en principe l'intégration, comme le droit de la nationalité, fassent partie de la subsidiarité, c'est-à-dire de la souveraineté des États sur la définition de ces politiques. Mais on assiste aujourd'hui de plus en plus à l'eupéanisation des politiques d'intégration dans le sens d'une plus grande convergence des politiques évaluées par l'Europe à l'aide d'indices d'intégration comparant l'état des législations et leur mise en œuvre. C'est dans ce contexte multiforme que s'inscrivent les nombreux rapports du Haut Conseil à l'intégration, dans un univers politique français souvent habité par le sentiment que la politique d'intégration a échoué et que les principes fondamentaux de la République ne sont pas respectés. Qu'en est-il ?

L'intégration par l'école

Le dernier rapport du HCI, *Les Défis de l'intégration à l'école*, insiste lourdement sur la nécessité d'une laïcité réaffirmée, notamment dans le sens d'une absence de référents religieux à l'école ("religieux" signifiant souvent "musulman") et d'un rappel des valeurs de la République, tant au niveau des valeurs civiques que du respect de l'égalité hommes/femmes. Il est proposé également de supprimer les enseignements de langues et cultures d'origine. Mis en place voici près de quarante ans dans un esprit de maintien des liens linguistiques et culturels dans une perspective essentiellement de retour au pays, les ELCO sont soupçonnés de favoriser l'intrusion des pays d'origine ou de leur religion – l'islam – dans les affaires scolaires par enseignants étrangers interposés dont ces pays voulaient plus ou moins se débarrasser. Le principe de la sectorisation scolaire, qui a fait l'objet de débats complexes pour déterminer si elle favorisait la mixité sociale ou si elle entraînait la désertion des écoles les plus défavorisées par les parents informés, est maintenu.

La laïcité est fortement mise en avant, comme s'il y avait une alternative pour les élèves entre laïcité et communauté en tant que principes du vivre ensemble. Beaucoup de développements sont consacrés à la mise en œuvre de la laïcité à l'école dans les quartiers de l'immigration. Certes, il est important que l'école respecte la laïcité et la pluralité religieuse, et que les écoles des quartiers sensibles ne vivent pas au rythme des fêtes musulmanes ni des goûters et fêtes scolaires halal. Il est aussi important que ce ne soient pas les valeurs de l'islam qui fassent office de code de bonne conduite et de morale dans un cadre républicain. Mais l'école a surtout pour objectif, semble-t-il, d'apprendre, d'élever les enfants et les élèves vers un objectif de

connaissance et de promotion sociale, si possible, de permettre de sortir des banlieues grâce à de meilleures perspectives. La question du contenu de l'enseignement, de la pédagogie, de l'ouverture au savoir dans un monde du XXI^e siècle enraciné, pour la France, dans un contexte européen est peut-être aussi – sinon plus – importante que la réaffirmation récurrente de la laïcité, surtout si d'autres valeurs républicaines ne sont pas respectées. Ainsi, la question de la lutte contre les discriminations a une place moins importante que le respect de la laïcité.

Or le sujet est sensible et devrait être fortement enseigné dans les banlieues, puisque la plupart des émeutes urbaines ont pris racine non pas dans l'intégrisme religieux comme le croient parfois nos voisins étrangers (américains notamment) mais dans le sentiment de discrimination et d'impunité quand des jeunes trouvent la mort lors d'altercations policières ou sont victimes de crimes racistes commis par des voisins. Rappeler le

La laïcité est fortement mise en avant, comme s'il y avait une alternative pour les élèves entre laïcité et communauté en tant que principes du vivre ensemble.

respect de la laïcité quand l'égalité (ethnique, religieuse, sociale) n'est pas respectée et que la fraternité fait défaut dans bien des épisodes du vivre ensemble risque de lui retirer beaucoup de poids, car l'égalité est une valeur de la République à laquelle, d'après les enquêtes par sondage et les études de terrain, les jeunes Français issus de l'immigration sont très attachés. Ce sont des Français comme les autres, en concluent la plupart de ces travaux, qui montrent que les jeunes issus de l'immigration, passés par l'école républicaine dans leur immense majorité, se sentent essentiellement Français même s'ils ont souvent une double nationalité. Mais ils ne sont pas toujours considérés comme tels par d'autres nationaux qui ethnicisent la conception révolutionnaire de la nation, pourtant non ethnique et non religieuse dans ses principes.

Il conviendrait que l'école se penche sur cette nouvelle fracture qui fait qu'en France, ceux qui sont français ne sont pas toujours tous considérés comme tels et que certains Français ("de souche" selon eux) se considèrent plus Français que d'autres, parce que ces derniers sont "visibles", soupçonnés d'être mal intégrés (d'après la couleur de leur peau) et musulmans. La plupart des populations issues de l'immigration pensent que l'on peut concilier le fait d'être français avec celui d'être musulman et que c'est dans ce compromis négocié qu'elles trouveront leur place dans la société française, comme d'autres appartenant à des religions minoritaires l'ont fait avant elles.

La France sait-elle encore intégrer les immigrés ?

Ce deuxième rapport du Haut Conseil à l'intégration rappelle les instruments qui ont été les chevilles ouvrières récentes de l'intégration en France : le contrat d'accueil et d'intégration (CAI), la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde). Certes, ces instruments sont autant de symboles du rappel de la nécessité de connaître et de respecter les valeurs du pays où l'on s'installe (c'est l'objectif du CAI), et d'aider à la lutte contre les discriminations (ce fut l'objectif de la Halde, même si ses attributions ont été fondues récemment dans celles du Défenseur des droits et d'autres commissions indépendantes qui faisaient un travail très important d'écoute des victimes et de vigilance (comme la Commission nationale de déontologie de la sécurité et le Défenseur des droits de l'enfant). La France a souvent une vision pessimiste amplement médiatisée du bilan de l'intégration, alors que la réalité est beaucoup plus nuancée. Rappelons que les jeunes issus de l'immigration ont maintenant accès à la classe moyenne dans des parcours promotionnels en passant par l'école publique et l'université, souvent en périphérie des banlieues des grandes métropoles, et qu'ils empruntent aujourd'hui les filières de "gentrification" parcourues jadis par les instituteurs, les employés de la SNCF ou des postes, dans les mêmes métiers que ces pionniers issus du milieu rural et populaire de la III^e République. Mais, comme ce sont des parcours non spectaculaires, ni dans la réussite ni dans l'échec, personne ne les voit. Rappelons aussi que nombre de créateurs, toutes catégories confondues, sont issus de l'immigration, dans des métiers qui font fi de la reproduction sociale, et que les Maghrébins issus du monde ouvrier sont plus nombreux parmi ces grimpeurs sociaux que les enfants des Portugais et des Turcs qui ont davantage tendance à s'insérer dans le monde de la petite entreprise créée par leurs parents.

Enfin, si l'échec de l'intégration n'est pas aussi patent que certains veulent bien le faire croire, les obstacles à la réussite de l'intégration ne sont néanmoins pas assez fortement combattus. Ici encore la lutte contre les discriminations, notamment policières (puisque la législation française s'attaque surtout à la discrimination à l'embauche et dans l'emploi), n'est pas au centre du dispositif, alors qu'elle est, toujours selon les enquêtes, au centre du sentiment de ne pas être considéré comme Français. D'autres mesures, comme le droit de vote local pour tous les étrangers qui figure parmi les revendications associatives depuis trente ans, n'ont toujours pas vu le jour. La France reste à la traîne sur ce chapitre parmi ses voisins européens, alors que c'est une mesure simple et peu coûteuse qui permettrait d'intégrer davantage

les parents qui ont vécu souvent plus de vingt ans dans des quartiers pour lesquels ils ne sont consultés ni comme électeurs ni a fortiori comme candidats. Un autre facteur qui nuit plus encore à l'intégration est la politique d'entrée et de séjour dans ses aspects les plus restrictifs. Quelle intégration pour les sans-papiers quand ils sont là depuis de longues années sans avoir pu se faire régulariser alors qu'ils travaillent et que leurs enfants sont déjà à l'école ? Ils rasent les murs dans la hantise d'une vérification d'identité et d'une reconduction à la frontière, sans pouvoir faire valoir leurs qualifications ni devenir consommateurs, usagers ou sujets de droit. Il en va ainsi non seulement de ceux qui tentent leur chance comme travailleurs au noir mais aussi des étudiants prolongeant leur séjour, des conjoints, des jeunes ayant dépassé dix-huit ans alors qu'ils étaient auparavant pris en charge (comme beaucoup de jeunes Afghans), des membres de familles de réfugiés ne satisfaisant pas aux critères du regroupement familial. Souvent, ce sont les conditions de l'entrée qui obèrent gravement leurs perspectives d'intégration, alors que la dissuasion menée à leur égard, qui justifie semble-t-il ces mesures de désintégration (au sens propre et au sens figuré), est, *in fine*, de peu d'effet sur la décision d'un éventuel retour là d'où ils sont venus. ■